



Sainte Anne: DEBOUT DANS LA TEMPÊTE

La vente de Ste Anne était et demeure symbolique de la volonté de saccager le service public en général et celui des finances en particulier.

Depuis le début, la CGT s'est engagée dans le combat en proclamant qu'elle ne lâcherait rien et se battrait jusqu'au bout pour maintenir le service public sur le site.

Sur Marseille intra-muros, la fusion DGI/CP et la concentration des SIP et SIE sur 3 sites au lieu des 19 précédents ont engendré des suppressions d'emplois, des dégradations de l'exercice des missions et des conditions de travail, et surtout une situation explosive en matière d'accueil des usagers. La question du retour à des services de proximité se pose crûment.

Les accueils de masse à Marseille et partout ailleurs sont devenus ingérables. L'administration le sait et continue malgré tout dans sa stratégie dévastatrice d'entassement des agents, de fusion des services, de dégradation des conditions de travail et de suppression d'emplois. L'adaptation des structures et du réseau (ASR), émanation de la « démarche stratégique », menée tambour battant est la nouvelle arme forgée par les directions pour arriver à leurs fins.

A Ste Anne, debout dans la tempête, nous resterons à l'avant poste de la lutte contre le démantèlement du site et des services.



Ste Anne solidaire de Ste Marguerite

REVITALISATION: Coups fourrés

En juin 2013 nous avons obtenu la création d'une commission de revitalisation du site de Ste Anne pour réfléchir d'une part à l'installation des agents et services de la DGFIP qui y restent et d'autre part à l'arrivée d'autres administrations. Cette commission devait se réunir à l'automne 2013. En 18 mois elle ne s'est réunie que 2 fois.

En fait de commission, c'est une simple réunion d'information où la direction unilatéralement impose ses choix: installation de services de la préfecture de police dans le bâtiment B et regroupement des services de la DGFIP dans

les autres bâtiments.

La direction continue à décider seule, dans le secret absolu. L'épisode des services (BDV et France domaine) qui occupaient le 1er étage du bâtiment B en est un exemple. Alors que les agents et les OS étaient prêts à examiner les possibilités et faisaient des propositions, la direction s'est entêtée jusqu'à construire des espaces inutiles dans le bâtiment C.

En fait, à la DRFiP, c'est bel et bien la dévitalisation qui continue: les locaux se dégradent, même les travaux déclarés de 1ère urgence par l'état des lieux effectué en 2013 ne

sont toujours pas commencés, on ne sait rien de la réflexion menée par la direction pour le réaménagement des bâtiments C et A. En revanche toutes les propositions des OS ont été refoulées.



RENCONTRE AVEC LA POLICE: constructif

Depuis que nous savons qu'ils s'installent à Ste Anne, nous demandions à rencontrer les responsables de la préfecture de police. A cet égard nous avons proposé soit un CHS interministériel, soit un CHS finances en présence d'un représentant de la police comme le prévoient les textes, soit une table ronde. Comme d'habitude la DRFiP s'y est opposée.

En revanche, peut être plus soucieuse que la DRFiP des formes du dialogue social, nous avons été reçus par Monsieur Bouter, secrétaire général du SGAMI de la préfecture de police.

Cette dernière se considère, pour l'instant, comme « une invitée » de la DRFiP à Ste Anne et déclare n'être pas gestionnaire du site. Elle ne voit aucune incompatibilité entre les services vis-à-vis de l'utilisation du site et du bâtiment B. Elle précise aussi qu'elle est à la recherche de

locaux pour désengorger les siens et que Ste Anne présente effectivement beaucoup d'atouts en la matière.

Les décisions incombent donc à la DRFiP et nous continuerons à faire valoir les atouts qu'elle a visiblement, contrairement à la préfecture de police, oublié.

A noter que la CGT a exigé le respect des horaires du gardien concierge après l'installation de la police, le même stationnement pour tous (aucun privilège, seuls 5 emplacements seront réservés pour les voitures de service), le maintien des effectifs du personnel chargé du nettoyage sur Ste Anne (engagement de ne licencier personne), nous avons aussi attiré l'attention sur la situation de la cantine avec l'arrivée de 120 personnes : donc nécessité de renforcer les effectifs.

FRANCE DOMAINE:

Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué



La direction s'acharne à vouloir transférer France Domaine (FD) rue Liandier alors que, comme le SIP/SIE, rien n'indique que les missions y seraient mieux exercées.

Les agents de FD ne veulent pas quitter Ste Anne qui présente toutes les fonctionnalités nécessaires à leurs missions.

Le transfert est une décision autoritaire, du fait du prince, dont le seul but est de concentrer les services pour les restructurer et supprimer toujours plus d'emplois. La direction ne parle

d'ailleurs plus de missions ou de personnels, mais de m2 à réduire.

La direction voulait installer FD dans des locaux désaffectés où personne ne veut aller, même pas la

direction qui aurait pu ainsi laisser ses locaux lumineux à FD.

Finalement, après des mois de discussions, la direction a proposé d'autres locaux mais refuse encore les améliorations demandées par les personnels.

La direction a finalement d'ores et déjà transféré 6 agents dans de 3ième locaux. Ce nouvel élément, introduit par la direction elle-même, impose une nouvelle vision du dossier qu'il est urgent de discuter.

SIE 7/9/10: L'accord bafoué

Dans le cadre des négociations obtenues suite au conflit de juin 2013, après plusieurs réunions entre agents, OS et direction, nous avons obtenu quelques avancées concernant l'installation du SIE 7/9/10.

1. Gain de place pour les agents en scindant le bureau du chef de service (40 à 20m2)
2. Réfection totale de l'accueil
3. Création de boxes d'accueil

A ce jour rien n'a été effectué et la direction a oublié notre accord.